

# L'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mercredi  
14 janvier 1976  
No 407

1,50 F

B.P. 61  
75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72  
La Source

Commission paritaire  
No 47 291

**O.N.U., AU CONSEIL DE SECURITE:**

## VICTOIRE DE LA CAUSE PALESTINIENNE

**TRITON (BAGNOLET) :  
A LA DEMANDE DE L'URSS  
SÉGUY FAIT REPRENDRE LE TRAVAIL**

Depuis bientôt 12 mois, les travailleurs de Triton occupent leurs usines contre la décision de la direction de les licencier collectivement et notamment de fermer les portes de l'usine de Bagnolet.

Ce que fabrique Triton, ce sont des machines à laver en tout genre : lavage de la vaisselle, des boîtes de conserve, des pièces mécaniques, etc. Cette production s'écoule de 4 usines, 2 en France, à Tonnerre dans l'Yonne et à Bagnolet dans la région parisienne, et 2 à l'étranger à Milan et à Barcelone.

C'est justement à l'usine de la rue des Pernelles à Bagnolet que s'est tenue lundi en fin de matinée une conférence de presse. Présidée par le secrétaire général de la CGT lui-même, en présence de Krasucki, de Jean Breteau, secrétaire général de la Fédération CGT des métaux, et d'un nombre tellement important d'élus du faux parti soi-disant communiste français, de dirigeants fédéraux du PCF, de dirigeants CGT, que Séguy ne devait même pas tous les citer... Dans un tract signé de la CGT les travailleurs avaient été «invités à assister massivement à cette manifestation», mais ils étaient bien peu nombreux. Le service d'ordre CGT, lui, était par contre imposant, demandant sèchement à quiconque voulait pénétrer dans l'usine d'où il venait et ce qu'il voulait y faire.

Aux anges, visiblement, au milieu de toute sa cour, et sous le faisceau de projecteurs qui lui donnaient plus de couleurs encore que de coutume, Séguy fit l'entrée en matière, déclarant que ce n'était pas pour marquer le premier anniversaire de l'occupation que la direction confédérale de la CGT avait convoqué les journalistes, mais pour faire le point et notamment pour expliquer des décisions survenues tout récemment.

Jean Breteau prit le relais. Revenant sur les origines du conflit, il insista longuement sur le fait que l'entreprise Triton est viable, et que c'est un scandale de voir «gaspiller tout ce capital (!) technique et humain». En un mot, ce qui est révoltant et ce contre quoi il s'agit de lutter ce n'est pas le chômage, ce ne sont pas les licenciements, c'est le fait de priver «la nation» de la production de Triton, une production de si «bonne qualité», comme le montrait un dépliant de 8 pages de publicité de la firme Triton distribué à l'entrée de l'usine par le service d'ordre CGT, dont «la renommée est mondiale, malgré, ou plutôt en dépit de la concurrence de firmes étrangères.»

C'est encore à Jean Breteau que revint l'honneur d'annoncer la nouvelle qui était à l'origine de cette conférence de presse. Le Conseil central du syndicat de la métallurgie d'URSS a envoyé récemment un télégramme à la CGT où il exprime «sa vive préoccupation» de voir que les machines Triton sont bloquées par les ouvriers en grève. C'est qu'en effet Triton exporte dans les pays de l'Est et principalement en URSS. Ce pays avait passé un contrat de 1 500 000 F avec la régie Renault avant le début de la grève, et bien sûr, comme les autres, il n'avait pas été livré.

(Suite p. 4)

Par 11 voix contre 1 et 3 abstentions, dont la France, LE CONSEIL DE SECURITE A INVITE L'OLP A PARTICIPER A SES DEBATS AVEC LES MEMES DROITS QU'UN ETAT MEMBRE.

Le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies qui ouvrait ses débats cette nuit sur la situation au Moyen-Orient, a décidé par onze voix contre une (les Etats-Unis) et trois abstentions

(la France, la Grande Bretagne et l'Italie) d'inviter l'Organisation de libération de la Palestine à participer à ses débats avec les mêmes droits qu'un Etat membre de l'ONU.

Comme le représentant égyptien lui avait cédé à juste titre de parler le premier, le représentant de l'OLP, Farouk Kadoumi a déclaré que le Conseil de sécurité n'avait qu'un seul choix : reconnaître les droits nationaux inaliénables du peuple palestinien et le mettre en mesure de réaliser ses aspirations nationales.

(suite p. 2)

**L'ONU A RENDU  
HOMMAGE A  
CHOU EN-LAI**

Le Conseil de sécurité de l'ONU a commencé sa séance de lundi par un hommage à Chou En-lai. Le président, Salim Salim de Tanzanie, a évoqué sa figure historique et a invité les membres du Conseil à observer, debout, une minute de silence.

Le secrétaire général de l'ONU, Kurt Waldheim, a également prononcé un hommage au camarade Chou En-lai. L'ambassadeur de la République populaire de Chine a déclaré que sa mort est une perte énorme pour la cause de la révolution, de la construction du socialisme en Chine et du progrès des peuples.

Pékin :

LE PEUPLE CHINOIS PLEURE

LE CAMARADE CHOU EN-LAI

(D'après le récit du correspondant de l'AFP)

Il est minuit place Tien An-men à Pékin. Des sanglots s'élèvent. Une file de jeunes lycéennes s'éloigne lentement du monument des «Héros du peuple» qui s'élève dans la pénombre au fond de la place immense, face à la Cité interdite. Elles pleurent Chou En-lai.

Comme le Palais de la culture des travailleurs et la vision de l'urne contenant les cendres du premier ministre ne sont pas accessibles à tout le monde pour l'instant, elles sont venues se recueillir simplement au pied de l'obélisque dédié aux «Héros morts pour la patrie» en 1949. Sur la face sud, une citation de Chou En-lai exalte leur souvenir.

Depuis dimanche, les masses défilent au pied du monument imposant. En un peu plus de 24 heures, sa base, sur un pourtour de 40 mètres, a été recouverte

de plusieurs centaines de couronnes mortuaires.

Après le travail de la journée, la relève à l'usine, des délégations d'ouvriers apportent encore des couronnes à minuit passé. Ils sont venus témoigner leur reconnaissance à celui qui voua sa vie à la cause de la révolution chinoise.

Par groupes d'une vingtaine de personnes - hommes, femmes, jeunes gens - ils se répartissent autour du monument. A chaque fois, un membre de la délégation lit une déclaration glorifiant le disparu et s'engageant à «construire un Etat socialiste et fort», ainsi qu'il l'avait demandé.

Avant même d'arriver, alors qu'ils traversent la place sombre cernée par les portraits géants de Mao Tsé-toung, Marx, Engels, Lénine et Staline, beaucoup pleurent déjà.



Le corps du camarade Chou En-lai avant son incinération.

**Préparation de  
l'HOMMAGE SOLENNEL  
A LA MÉMOIRE  
DE CHOU EN-LAI**

Nous avons appris que d'autres formations invitent leurs militants à 12 h 30 au Mur des Fédérés pour y rendre un hommage solennel à la mémoire de Chou En-lai, et nous nous en félicitons. Parmi ces dernières, citons nos frères immigrés de l'organisation marxiste-léniniste tunisienne «El

Amel Tounsi», ainsi que «l'Union de communistes de France (marxiste-léniniste)».

Pour notre part, nous avons informé de cette initiative toutes les formations se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée maotsetoung et nous espérons qu'elles seront d'accord sur le carac-

tère de masse et non partisan de l'hommage ainsi rendu au vice-président du Parti communiste chinois.

C'est dans cet esprit et, aussi, conformément à un accord passé avec l'administration du cimetière du Père Lachaise que nous demandons qu'il n'y ait aucune banderole d'or-

**au mur  
des Fédérés  
JEUDI  
A 12H30**

ganisation politique en tant que telle.

Nous invitons nos lecteurs, amis et militants à se munir d'une fleur rouge, que chacun pourra déposer individuellement devant le portrait du camarade Chou En-lai.

Les drapeaux rouges devront être en berne à l'aide de crêpe noir.

## ADDIS ABEBA : LA SESSION EXTRAORDINAIRE DE L'OUA A PRIS FIN

La réunion extraordinaire des chefs d'Etat de l'Organisation de l'unité africaine a pris fin mercredi matin peu avant l'aube sans avoir pu mettre au point de compromis sur l'Angola. Le porte-parole de l'Organisation a donné lecture d'un communiqué laconique :

«Après étude attentive du problème angolais du 10 au 12 janvier, l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement a décidé d'ajourner sa rencontre au sommet et de demander au bureau du 12<sup>e</sup> sommet de continuer à suivre de près le problème angolais.»

Dès son discours d'ouverture, Teferi Benti, président du Conseil administratif militaire provisoire d'Ethiopie, avait déclaré que l'objet de ses travaux était de «considérer et trouver une solution africaine au problème angolais». «C'est par une lutte déterminée et soutenue de nos peuples que nous avons arraché notre liberté et indépendance», rappelait-il, «cette lutte ne doit cependant prendre fin que lorsque l'ensemble du continent sera libéré et que les africains deviendront maîtres de leur propre destinée. Le problème angolais constitue ainsi une importante phase dans cette lutte continue. La tenue de cette session constitue un véritable témoignage du profond souci que nous partageons. Bien que la complexité du

problème ait créé des différences d'attitude parmi nous, dans l'intérêt de notre continent, et à la lumière du vrai esprit de la tradition africaine de consultation, de conciliation et de compréhension, je suis sûr que nous pourrions aboutir à une solution acceptable au problème.»

Cette solution, que peut-elle être ? L'OUA jusqu'ici a reconnu les 3 mouvements de libération angolais. C'est à ce titre que tous trois ont été invités à siéger à cette session. Les 46 pays africains membres de l'OUA sont certes divisés en deux parties : l'une d'entre elles, sous la pression éhontée des soviétiques qui utilisent tous les moyens, y compris la menace militaire et les tentatives de corruption, n'entretient de relations qu'avec le seul MPLA, l'autre partie se refusant à privilégier l'un des mouvements parmi les trois. Tous les pays africains pourtant sont d'accord pour rejeter les ingérences étrangères d'où qu'elles viennent, et penser que le peuple angolais n'a rien à gagner à la guerre civile qui le déchire. C'est pourquoi un cessez-le-feu immédiat permettant l'ouverture de négociations entre les trois mouvements angolais représente la seule solution acceptable pour l'unité de l'Angola et celle de l'Afrique.

Parmi tous les impérialistes à qui l'agression camouflée de l'URSS en An-

## ONU :

# VICTOIRE DE LA CAUSE PALESTINIENNE

Suite de la page 1

Farouk Kadoumi devait alors faire l'historique des 28 années de lutte contre l'agression raciste et colonialiste du sionisme menées par le peuple palestinien depuis l'illégalité de la décision de l'Assemblée générale de l'ONU prise en 1947 : «L'ONU, a-t-il déclaré, n'avait aucun droit de décider le partage de la Palestine contre le gré de ses habitants.»

Farouk Kadoumi a souligné par ailleurs que le peuple palestinien ne reconnaît pas la résolution 242 adoptée par le Conseil de sécurité après l'agression sioniste de 1967 parce qu'elle camoufle le problème fondamental du conflit moyen-oriental qui est la question de la Palestine. «Il en est de

gola a ouvert la porte dans ce pays, le social-impérialisme soviétique est le plus acharné à s'opposer à cette unique solution possible du conflit. Tôt ou tard pourtant, les peuples angolais et africains resserreront leurs rangs pour faire échec à ses complots de domination de l'Afrique et du monde.

même, ajouta-t-il, pour la résolution 338 adoptée après la guerre d'Octobre 1973.»

«Le Conseil de sécurité, a poursuivi Farouk Kadoumi, a devant lui une "occasion historique" de réparer les torts causés au peuple palestinien et, en lui permettant de réaliser ses aspirations, de contribuer de façon décisive au rétablissement de la paix au Moyen-Orient.»

Le représentant de l'OLP à cet égard a déclaré que le peuple palestinien rejette catégoriquement le concept d'une «patrie de rechange» soulignant : «Nous n'avons qu'une seule patrie, la Palestine. L'OLP, a-t-il précisé, rejette catégoriquement, d'autre part, les allégations des sionistes et des impérialistes sur le sort des Juifs dans une Palestine redevenue nation. (...) Notre lutte n'est pas contre les Juifs mais contre les sionistes et leur politique d'agression et de racisme ; dans une Palestine démocratique Arabes et Juifs pourront vivre en paix. (...) Nous voulons une Palestine indépendante

sur le sol palestinien, un état indépendant et souverain sur notre territoire national.»

L'URSS, adoptant une position semblable à celle de son rival américain, a déjà fait part de son intention de saboter la discussion du Conseil de sécurité, pour avancer la solution d'une Conférence de Genève, co-présidée par les deux super-puissances, qui serait plus favorable à leurs manœuvres réciproques.

Dans un récent message adressé à Yasser Arafat, le gouvernement soviétique aurait fait pression sur l'OLP pour la forcer à reconnaître la légitimité de l'Etat sioniste, révélait lundi le journal koweïtien «Al Syassa». Ce message, précise le journal, mentionnait que l'anéantissement de l'Etat d'Israël n'a pas sa place dans la stratégie soviétique et contestait l'objectif de la Résistance pale-

stinienne de libérer la totalité du sol palestinien ! Yasser Arafat, précise le journal koweïtien, aurait immédiatement et fermement rejeté cette proposition.

A la veille de l'ouverture des travaux du Conseil de sécurité, Farouk Kadoumi, responsable du département politique de l'OLP a, par ailleurs, dénoncé le jeu des forces réactionnaires du Liban qui ont saisi l'occasion du débat à l'ONU pour déclencher des combats visant à «dénaturer la lutte du peuple palestinien et ses objectifs nationaux légitimes». De son côté, un leader du «Fath» rappelait que «le plus important est que le peuple palestinien sauvegarde son unité et poursuive la lutte armée loin de toute tutelle et de tout suivisme».

## NOUVELLES REACTIONS APRES LA DISPARITION DU CAMARADE CHOU-EN-LAI

### DÉCLARATION DES DIRIGEANTS CAMBODGIENS

Chou En-lai était :

Son excellence Chou En-lai était un révolutionnaire des plus éminents de la Chine, un dirigeant respecté et bien-aimé du peuple chinois. Il a mené une lutte vaillante et inflexible pour la cause de la révolution et de l'édification socialiste en Chine, et y a tout consacré. Il était aussi un compagnon d'armes

loyal des nations et peuples opprimés du monde. Dans la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et leurs laquais de tout acabit comme dans la lutte et la justice, il a apporté son soutien agissant, constant et invariable aux peuples du monde.

Son excellence Chou En-lai était un compagnon d'armes des plus proches et des

plus sûrs de notre nation et de notre peuple cambodgiens. Il était un des dirigeants chinois ayant apporté la contribution la plus importante à l'édification de l'amitié solide, magnifique et pure et de l'unité militante entre les peuples cambodgien et chinois.

Son excellence Chou En-lai est décédée, mais l'amitié

et l'unité militante entre nos deux peuples, qui se renforcent et se développent constamment grâce à sa sollicitude, ont pris racine profondément dans le cœur des peuples des deux pays. Sa mémoire restera gravée pour toujours dans le cœur du peuple cambodgien et de nous tous.



Au mois d'août 1975, le camarade Chou En-lai, à l'hôpital, en compagnie des dirigeants cambodgiens, Norodom Sihanouk, Khieu Samphan, Penn Nouth.

### YUGOSLAVIE : UNE GROSSE PERTE POUR L'HUMANITÉ

Dans un message adressé au camarade Chu Teh, président du Comité permanent du Congrès du peuple chinois, le maréchal Tito exprime «ses condoléances les plus profondes au peuple ami de la Chine.

«Par son œuvre, Chou En-lai a apporté une importante contribution au progrès dans le monde et à l'amitié entre les peuples. La mort du Premier ministre représente une grosse perte pour la République populaire de Chine et pour l'humanité.»

### LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU : LE MONDE SE TROUVE APPAUVRI

Exprimant sa «profonde tristesse», M. Kurt Waldheim souligne : «Le Premier ministre chinois disparu était un leader des

plus distingués et des plus estimés, qui a servi son pays et son peuple avec le plus grand dévouement, pendant bien des décennies.

«Le monde se trouve appauvri parce qu'il ne bénéficie plus de la sagesse et des qualités d'homme d'Etat de Chou En-lai en cette période critique... Il inspirait de l'admiration et du respect à tous ceux qui ont eu le privilège de le rencontrer.»

### MEXIQUE : LE PRÉSIDENT ECHEVERRIA : AU SERVICE DE LA CAUSE DES PEUPLES DU TIERS MONDE

«J'exprime ma profonde douleur du décès du Premier ministre Chou En-lai, remarquable combattant pour la paix mondiale et un des plus grands constructeurs de la Chine nouvelle...»

«Le peuple mexicain est profondément attristé par la perte d'un dirigeant qui a toujours mis la vigueur et l'autorité morale de sa patrie au service de la cause des peuples

du tiers monde, a apporté des contributions fondamentales à la coexistence pacifique, et a contribué de façon décisive à la promotion de la justice internationale.

«L'homme d'Etat chinois a manifesté à plusieurs reprises sa sympathie et son soutien à la proposition du Mexique d'établir un nouvel ordre économique international et de défendre les droits des peuples en voie de développement.»

### GUYANE : UN ÉMINENT DIRIGEANT, AIMÉ ET RESPECTÉ

Le Premier ministre guyanais, Burnham : «Je suis profondément impressionné par les succès révolutionnaires obtenus durant sa vie entière par le Premier ministre Chou En-lai, par sa ferveur révolutionnaire, par sa chaleur et sa sincérité pour lesquels j'éprouve une vive admiration.

«Le décès du Premier ministre Chou En-lai constitue une perte non seulement pour le peuple chinois, mais aussi pour les peuples

du monde progressiste, et en particulier du tiers monde. Nous sommes troublés par le décès de cet éminent dirigeant, aimé et respecté.»

### SRI LANKA : UN AMI SINCÈRE ET COMPRÉHENSIF DU MONDE EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

Le Premier ministre sri-lankais, Mme Bandaranaike :

«Le Premier ministre Chou En-lai était un ancien et sincère ami du peuple sri-lankais.

«Le Premier ministre Chou En-lai éprouvait également une sincère sympathie en ce qui concerne le développement économique de notre pays et les aspirations de notre peuple... pour le moment en voie de développement, en particulier, il s'était avéré un ami sincère et compréhensif. Son engagement à l'égard de la libération des nations sous régime colonial était pour eux une source de grande inspiration dans leurs efforts pour vaincre la domination étrangère.»

## nouvelles intérieures

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT A ÉTÉ CONSTITUÉ LUNDI

REPLATRAGE  
GOUVERNEMENTAL

La première remarque que l'on pourra faire après la formation du nouveau gouvernement est que les changements intervenus sont dérisoires.

Et en vérité il ne pouvait guère en être autrement. Giscard d'Estaing n'a pas aujourd'hui les moyens de modifier l'équilibre existant entre les différentes forces politiques rivales coexistant au sein du gouvernement.

Qu'il se soit fixé pour objectif de réduire la part de l'UDR au profit des Républicains indépendants et centristes, c'est là une chose, qu'il le puisse à l'heure actuelle c'en est une autre.

Après la récente opération ayant isolé l'UDR en Lorraine, Chirac a veillé à ce que le remaniement ne soit pas l'occasion d'un recul des positions gouvernementales de l'UDR. Ce n'est sans doute pas un hasard si,

à la télévision, Giscard a tellement insisté sur le rôle de Chirac : « Les choix et les décisions ont été prises après consultation avec le premier ministre... le choix du premier ministre n'a été, à aucun moment, remis en cause ! » Cette insistance vise en fait à masquer les contradictions existant au sein du gouvernement, les rivalités régnant entre les partis bourgeois qui le constituent.

L'équilibre est donc maintenu, mais les conflits ne cesseront pas pour autant de se poursuivre en coulisse, pour préparer d'autres issues gouvernementales.

Ce mini-remaniement est aussi l'occasion d'une opération démagogique. On nous déclare sur tous les tons que le gouvernement français est dorénavant celui qui compte le plus de femmes au monde. Dérision cherchant à faire croire à une prétendue « pro-

motion » des femmes. Mais qu'ont-elles de commun ces cinq femmes-là qui sont au gouvernement, avec ces millions d'autres appartenant à la classe ouvrière et au peuple.

Enfin sont créés des secrétariats d'Etat pour donner une image « réformatrice » bon teint.

Un secrétariat d'Etat à « la condition des travailleurs manuels » ne changera rien à l'exploitation des travailleurs, aux accidents du travail, au mépris avec lequel la bourgeoisie les considère. Il s'agit simplement, à la façon paternaliste de la bourgeoisie, de dire : « Voyez mes braves, on pense à vous » en espérant que la classe ouvrière dira : « Merci ». Ce nouveau gouvernement, sur tous les plans, est un gouvernement qui ne change rien.

## Marseille:

REGLEMENTS DE COMPTE U.D.R. RÉPUBLICAINS INDÉPENDANTS  
DEFFERRE SE SÉPARE DE QUATRE ADJOINTS TROP VOYANTSLA CAMPAGNE  
ELECTORALE  
EST OUVERTE

Marseille est actuellement le théâtre de règlements de compte et de manœuvres multiples parmi les politiciens bourgeois, en prévision des futures élections municipales et législatives.

Il y a quelques jours d'abord, le ministère des Finances portait plainte pour fraude fiscale contre le directeur d'une clinique de Marseille. Il ne s'agissait pas de n'importe qui puisque le directeur en question n'est autre que le frère de l'ex-ministre UDR, Joseph Comiti. Les choses prenaient encore plus de signification lorsqu'on sait que ce dernier détient la majorité des parts dans cette clinique. Sale affaire pour l'ancien ministre. Et ce n'est pas la seule. Il y a quelques années, deux individus qui furent ses gardes du corps étaient arrêtés pour de nombreux hold-up qu'ils avaient commis sur la Côte-d'Azur. Dernièrement enfin, des documents concernant la participation de Joseph Comiti à un scandale immobilier disparaissait du Palais de justice. Comme on

peut en juger, Joseph Comiti a plus d'une sale affaire sur le dos.

La dernière en date, soulevée par le ministère des Finances, tombe à point pour satisfaire les Républicains indépendants. Il faut savoir en effet que Joseph Comiti, responsable UDR de la région, était jusque là le candidat de la « majorité » aux élections. Or, les Républicains indépendants voudraient que leur candidat, Djoud, remplisse dorénavant ce rôle. Jusqu'à maintenant, Comiti avait refusé de céder la place. Les Républicains indépendants estiment que quelques scandales, menaçant d'éclater, pourraient lui faire entendre raison.

De son côté, le socialiste Defferre prépare également les élections. Alors que depuis plus de vingt ans il contrôle la mairie de Marseille avec des adjoints ouvertement réactionnaires, il vient d'amorcer une nouvelle tactique. Il vient en effet de renvoyer quatre de ses ad-

joint, responsables du Centre démocrate et des Républicains indépendants avec lesquels jusque là ce prétendu « homme de gauche » s'entendait fort bien. Mais une telle collaboration ouverte devenait de plus en plus gênante. Il fallait que Defferre cherche à se refaire un visage « d'opposant » en prévision des élections. Il vient donc de faire un petit coup d'éclat, comme s'il ignorait qui sont ceux avec lesquels il collabore depuis si longtemps. Le PCF quant à lui cherche à prendre la place des Républicains indépendants et centristes pour les élections et demande à Defferre de constituer une liste commune. Il veut ainsi prendre pied à la direction d'une des plus grandes municipalités de France. Jusqu'à maintenant, Defferre s'y était refusé et il n'est pas dit du tout qu'il accepte.

Comme on voit, on s'agit beaucoup à Marseille chez les politiciens bourgeois de droite et de « gauche ». Leur campagne électorale est ouverte.

CONGRES  
D'UNIFICATION  
DU MIL ET DU CILA

Le week-end dernier s'est tenu à Paris le Congrès d'unification du Mouvement pour l'indépendance et la liberté (MIL) et du Centre d'information sur les luttes anti-impérialistes (CILA). C'est là un événement de la lutte anti-impérialiste dans notre pays.

Depuis plusieurs mois en effet l'unification politique qui rassemblait les deux mouvements dans la même analyse de la situation mondiale et la même conception des tâches des anti-impérialistes dans notre pays, rendait possible et nécessaire une unification organisationnelle. C'est maintenant chose faite et il n'est pas douteux que le nouveau mouvement issu de ce congrès — qui adopte le nom déjà connu de « Mouvement pour l'indépendance et la liberté » — donnera un nouvel essor et une nouvelle impulsion aux luttes anti-impérialistes dans notre pays.

Il est le fruit d'un long débat politique, patiemment et fermement mené, qui a conduit la masse de ses adhérents à s'unifier sur un certain nombre d'analyses et de conceptions décisives pour l'avenir du mouvement, sa correcte orientation et son audience parmi le peuple de France.

Tout d'abord en ce qui concerne la cible centrale de la lutte anti-impérialiste aujourd'hui. Mouvement anti-impérialiste, le MIL entend lutter pour la disparition de tout impérialisme, pour l'indépendance et la liberté de tous les peuples opprimés, dominés ou menacés de l'être. Mais aujourd'hui, le cœur de l'impérialisme, l'ennemi principal de tous les peuples, ce sont les 2 superpuissances, USA et URSS et, particulièrement cette dernière qui se révèle chaque jour la plus agressive et

la plus dangereuse, le principal foyer de guerre dans le monde. C'est pourquoi, sans négliger aucune des tâches qu'implique la nécessité de lutter contre notre propre impérialisme, aux côtés des peuples qu'il opprime, le MIL portera l'essentiel de ses efforts dans la lutte contre les deux superpuissances qui entendent toutes deux dominer le monde y compris au moyen d'une nouvelle guerre mondiale.

Le MIL — qui fait sienne l'analyse des « trois mondes » — reconnaît que la force principale qui lutte contre le colonialisme, l'impérialisme, le racisme, le sionisme et particulièrement contre les deux superpuissances, est aujourd'hui le tiers monde. C'est pourquoi il se range résolument à ses côtés dans



Une vue du Congrès.

son combat qu'il entend soutenir et populariser.

Mais il affirme aussi que, face à la menace de guerre que la rivalité aiguë des deux superpuissances et le déséquilibre de leurs forces en faveur de l'URSS, font peser sur le monde et particulièrement sur les pays européens qu'elles convoitent toutes deux, une des tâches fondamentales de la lutte des anti-impérialistes dans un pays comme le nôtre est de participer à la mobilisation de notre peuple pour la défense de son indépendance nationale menacée.

Les délégués d'une quinzaine de comités déjà constitués ont débattu de ces grandes orientations en présence d'environ 150 mili-

A l'ambassade de la République populaire de Chine à Paris : LES REPRÉSENTANTS DE « L'HUMANITÉ-ROUGE » SE SONT RECUEILLIS DEVANT LE PORTRAIT DE CHOU EN-LAI

Lundi 12 janvier, à 15 heures, une délégation des Communistes marxistes-léninistes de l'Humanité-Rouge, conduite par Jacques Jurquet et composée de sept militants, s'est rendue à l'ambassade de la République populaire de Chine à Paris. Elle a été reçue dans le salon de recueillement aménagé par les diplomates chinois. Après s'être recueillie devant le portrait de Chou En-lai, bordé de noir, elle a exprimé la profonde émotion des marxistes-léninistes et des travailleurs progressistes de France aux représentants chinois.

Ces derniers, ainsi que les délégués français, parmi lesquels plusieurs avaient rencontré le défunt, ne pouvaient retenir leur larmes.

tants, adhérents et sympathisants attentifs. Aux côtés des comités parisiens, la province était représentée par les villes de Grenoble, Agen, Montpellier, Toulouse, St-Étienne, Evron, Strasbourg, Dijon, des observateurs de Lille et de Rennes. Ce n'est qu'un début, la dynamique du mouvement qui entend développer un correct travail de masse devant susciter à l'avenir nombre d'adhésions et d'écllosion de nouveaux comités.

Tel quel, avec les grands axes de travail qu'il s'est tracé, le MIL constitue déjà une force anti-impérialiste qui ne pourra que grandir et se développer.

L'enlèvement du PDG Hazan :

## UNE TENEBREUSE AFFAIRE

Décidément l'affaire de l'enlèvement du PDG Hazan est pleine de rebondissements.

Il est clair maintenant qu'elle est l'œuvre d'une bande fasciste. L'un des principaux auteurs de l'enlève-

ment est un ancien membre de l'OAS, condamné à mort pour la tentative d'assassinat de De Gaulle au Petit-Clamart. Il est en fuite. Tous les membres du commando appartenaient à un groupe fasciste. Un des auteurs de l'enlèvement a été tué dans la nuit de vendredi à samedi

par l'explosion d'une bombe à La Villette. Il a été déshabillé par l'explosion qui s'est produite dans une fourgonnette. On peut se demander s'il n'a pas été supprimé parce qu'il en savait trop sur une affaire qui risque de réserver encore bien des surprises.



## la France des luttes

CENTRE DE TRI D'AUSTERLITZ

## A L'OFFENSIVE POUR LE 14 février !

Récemment, notamment pendant la grande grève d'octobre, les PTT ont été le cadre d'affrontements de classes parfois aigus.

Aussi les communistes marxistes-léninistes de l'entreprise, avec la participation de postiers intéressés par le rassemblement, se proposent-ils de réunir en un stand (plusieurs

tous les éléments susceptibles d'informer les autres travailleurs.

- Sur la situation générale aux PTT, dans les centres de tri et particulièrement à Austerlitz.

- Sur la grande grève d'octobre novembre et sur les mouvements catégoriels et sectoriels qui ont eu lieu depuis.

- Sur la réalité du

«Service public» PTT.

Pour le succès de ce rassemblement, nous mettons tout en œuvre pour informer largement nos camarades postiers des possibilités qu'ils ont de venir discuter avec nous sur tous ces sujets, et de rencontrer d'autres travailleurs en lutte.

Les communistes marxistes-léninistes d'Austerlitz

PAS ASSEZ OU TROP DE COMMANDES

## LES PATRONS LICENCIENT, LES OUVRIERS OCCUPENT LEUR USINE !

Quand ça va mal pour les patrons, ils licencient, mais quand ça va bien, ils licencient aussi. Voici deux exemples où en système capitaliste la loi du profit est toujours la plus forte.

### FERMETURE DES ÉTABLISSEMENTS BUCHILLONS KNOPF A ANNEMASSE

Le Conseil d'administration de la SNML (fabrication de métiers à tricoter) provoque la cessation d'activité en décidant le dépôt du bilan : ceci entraîne la fermeture des Etablissements Buchillons Knopf à Annemasse, département vital de la SNML fabriquant de nombreuses pièces de haute précision.

Pourtant au 1er décembre 1975, le carnet de commandes s'élève à 470 métiers, dont 90 % de l'exportation, ce qui représente 10 mois de travail. Le carnet de commandes du département ressorts Knopf est complet. Les patrons préfèrent renvoyer les 240 employés, qui iront ainsi grossir les rangs des 2 300 chômeurs d'Annemasse, pour aller s'implanter dans la région de Troyes où là-bas certaines «personnalités politiques» promettent la «relance» dans le but de préparer les prochaines élections municipales.

Les 240 employés ne l'entendent pas ainsi : ils oc-

cupent tous leur usine pour s'opposer aux licenciements.

### FERMETURE DE LA SEPSSEFNA A CERGY-PONTOISE

A la Sepssefna, filiale de Hutchinson à Cergy-Pontoise, la demande de joints d'étanchéité pour voitures devient trop importante : les dirigeants préfèrent renvoyer les 90 employés de Cergy-Pontoise pour aller s'implanter en Normandie et aller exploiter à plus bas prix la classe ouvrière normande.

Pour s'opposer à tout licenciement les employés occupent leur usine.

Suite de l'éditorial

TRITON (BAGNOLET) :

A LA DEMANDE DE L'URSS

## Séguy fait reprendre le travail

Or, parmi les clients soviétiques figure la «Kama», la plus importante fabrique de camions d'URSS. Le Conseil central du syndicat russe, après avoir expliqué qu'il s'est toujours tenu aux côtés des travailleurs de France, et que l'URSS a toujours montré combien elle était solidaire (!) du peuple de notre pays, demande donc expressément à la Confédération CGT d'intervenir pour que les machines commandées à Triton soient acheminées le plus vite possible à la «Kama».

Et J. Breteau de commenter : «Voilà que Gulliver a besoin de Liliput, une entreprise de 95 000 ouvriers (la «Kama») a besoin, je dis bien : besoin, d'une entreprise de 176 ouvriers. Est-ce que cela ne prouve pas la qualité de la production de Triton ? Et est-ce que cela ne prouve pas que les arguments du patron selon les-

quels l'entreprise n'est pas rentable, selon lesquels elle est sans avenir, sont sans fondements ?». Et d'accuser le patronat de faire une politique contraire aux intérêts de la nation.

Bref, la direction confédérale de la CGT a accepté et a décidé que les machines seraient livrées. Le tract d'appel à la conférence de presse précisait d'ailleurs que «la remise symbolique de ces machines, actuellement bloquées à Tonnerre depuis le début du conflit, se ferait le lundi 12 janvier 1976 à 11 heures» lors de la conférence de presse ! Il faut encore ajouter que ces machines stockées depuis un an, nécessitent quelques remises au point et quelques travaux de finition. Toutes choses que, sur ordre de Séguy lui-même, les ouvriers de Triton vont devoir effectuer très rapidement !

Tout cela se passe bien de commentaires ! Que dire d'ailleurs pour fustiger pa-

flambant neuve, portant les mots : «Vive la solidarité internationale - CGT». L'attitude antiouvrière, le comportement de jaunes des dirigeants d'Union soviétique à l'égard des travailleurs de Triton nous éclairent passablement sur ce que «solidarité» veut dire dans leur bouche de faux communistes. Quant aux dirigeants du parti de Marchais - Séguy et Krasucki ne sont-ils pas membres du Bureau politique du PCF ? - voilà une belle illustration de leur politique de défense des libertés, et de défense des travailleurs, comme de leur servilité vis-à-vis du social-impérialisme russe !

Après l'exposé du maire PCF de Bagnolet insistant sur la «solidarité constante des communistes» (!), Séguy annonça aux journalistes désireux d'avoir de plus amples informations qu'une «petite réception plus intime» était prévue à cet effet à la fin de la réunion. Peut-être préférerait-il ne pas avoir à répondre aux questions devant les quelques travailleurs présents. Peut-être espérait-il aussi amener à la raison certains journalistes qui auraient mis de la mauvaise volonté à comprendre le caractère «très positif de cette décision qui déborde le cadre de la lutte de Triton»...



### LES TRAVAILLEURS DE LA SOCIÉTÉ «IMPRIMA» LUTTENT CONTRE LES LICENCIEMENTS

Le 29 décembre, 95 licenciements étaient décidés par le patron d'«Imprima» à St-Romain-en-Gier dans le Rhône. Le 5 janvier il annonçait officiellement cette mesure. Aussitôt les ouvriers présents à l'imprimerie décidaient de bloquer l'autoroute A 47 afin de populariser leur lutte en diffusant un tract.

Le patron revenait alors sur sa décision. Ce ne seraient pas 95 travailleurs qui seraient licenciés mais... les 278 que compte l'imprimerie ! Il venait de déposer le bilan de son entreprise.

Le 6 janvier les travailleurs ont occupé le peron de l'hôtel de ville (notre photo) et manifesté en scandant : «Non aux 300 licenciements», «Non au démantèlement de l'imprimerie». Aujourd'hui la lutte continue, les ouvriers sont décidés à se battre jusqu'au bout.

### MANIFESTATION DES TRAVAILLEURS DU LIVRE A COULOMMIERS

Samedi 350 ouvriers sont descendus dans la

rue à Coulommiers en Seine-et-Marne. Ils sont ouvriers à l'imprimerie Brodard et Taupin de cette ville. Ils sont décidés à mener jusqu'au bout la lutte contre les 79 licenciements que la direction de l'entreprise a décidés.

### Chez DUBIGEON-Normandie (Nantes) LE SERVICE DE COMPTABILITÉ EN GREVE

Le service comptabilité de Dubigeon-Normandie en grève depuis le jeudi 8 janvier bloque en partie le travail de l'administration.

Les travailleuses de la comptabilité exigent des améliorations des conditions de travail, des salaires plus élevés et une meilleure classification ; leurs revendications sont placardées sur les vitres des bureaux.

Correspondant HR.

### GREVE DES ÉTUDIANTS NANTAIS

Reprise de la grève contre le projet «Soisson» par les étudiants des facultés de Lettres, Droit et Sciences qui avaient commencé fin décembre.

Les étudiants en grève s'élèvent contre la motion «Soisson» qui cherche à adapter l'enseignement de l'université à la situation de crise. Les diplômes universitaires ne seraient ainsi utilisables que dans la région, selon les besoins du patronat.

De plus, les étudiants s'opposent au projet d'enseignement alterné : des stages auraient lieu dans les entreprises, mais les étudiants en stage seraient suivis et devraient rattraper les cours auxquels ils n'auraient pu assister.

SOCIÉTÉ METALLURGIQUE DE GERZAT  
(Clermont-Ferrand) (trust Pechiney)

## AVERTISSEMENTS, MISES A PIED, PATRON ET DIRIGEANTS CGT SONT D'ACCORD

A la veille des fêtes, les ouvriers de l'usinage avaient organisé dans leur atelier un repas et avaient pris un peu plus que d'habitude pour le casse-croûte.

Pour la nouvelle année, le patron de SMG vient de faire un beau cadeau aux ouvriers (ères) de l'usinage : une quinzaine de lettres d'avertissement et pour un ouvrier marxiste-léniniste délégué (déjà sanctionné par la CGT qui lui avait retiré son étiquette CGT en tant que délégué) un jour de mise à pied.

Le patron qui, après avoir licencié l'année dernière au moins 4 travailleurs (non repris après le service militaire) proclame

au CE qu'il y a à SMG 40 travailleurs en trop !

Il a trouvé là un bon motif pour réprimer et préparer le terrain aux licenciements. En effet, cherchant à intimider et diviser les travailleurs de l'usinage, ce ne sont pratiquement que les ouvriers qui avaient fait grève au printemps dernier qui ont reçu la lettre d'avertissement. Notre camarade a été plus touché sous prétexte que ce n'était pas son atelier.

Que font les délégués, membres du PCF qui dirigent bureaucratiquement la section CGT, et dont aucun bien sûr n'a eu à subir la répression patronale ?

La seule «action» :

ILS ECRIVENT UNE LETTRE au patron, portant sur les revendications, en réalisant l'exploit de passer sous silence les travailleurs frappés de sanctions !

D'ailleurs un délégué PCF a dit que quand on est embauché on connaît les conventions collectives et ce qu'on a le droit de faire, donc les ouvriers de l'usinage sont indéfendables !

Voilà un exemple de ce que sont dans la pratique les défenseurs du «programme commun» : ni révolutionnaires, ni communistes, mais des ennemis de la classe ouvrière.

Correspondant HR.



## LA PAROLE AUX JEUNES CHOMEURS EN STAGE au CET de St-Vaury (Creuse)

L'Agence nationale pour l'emploi et les patrons s'imaginent avoir trouvé un moyen pour faire croire qu'ils essaient de supprimer le chômage : ils organisent des «stages» pour les jeunes «demandeurs d'emploi sans diplôme» dans les lycées techniques et les CET. Ainsi à Guéret (Creuse) ils envoient les jeunes chômeurs en «stage» de 6 mois au CET de St-Vaury (à 15 km). Mais où veulent-ils en venir ? Ils se disent : pendant 8 mois on ne les verra pas, et après ils n'auront qu'à se débrouiller, on pourra toujours dire qu'on a fait quelque chose pour eux !

### UN CURIEUX CADEAU

En effet c'est un curieux «cadeau» que l'ANPE fait ainsi aux jeunes chômeurs : — La fameuse «paye» promise qui leur est versée pendant le stage est de 370 F par mois, c'est-à-dire le chômage ou à peu près. Peut-on vivre avec 370 F par mois ? Certainement pas ! Pour ceux qui peuvent rester chez leurs parents, on peut encore arriver à survivre en se serrant tous la ceinture... mais pour ceux qui doivent louer une chambre !...

— De plus les transports sont à la charge des jeunes chômeurs : toutes leurs propositions pour faciliter le transport, par exemple en

car, ont été refusées et ils doivent suivant les jours rentrer en auto-stop ou en taxi à leurs frais ! La nourriture devait aussi être payée en fait ils doivent acheter des tickets pour manger au CET.

— On leur assure qu'à la fin du stage ils auront, non pas du travail, mais un «diplôme de stage de 6 mois» qui ne sera qu'un bout de papier. Quand on sait qu'avec un CAP acquis en 3 ans il est déjà très difficile de trouver du travail, qu'en sera-t-il avec ce diplôme de 6 mois ? Et une fois le stage terminé, ils ne toucheront pas le chômage, car ils n'ont encore jamais travaillé.

Au début du stage la direction du CET a voulu jouer le paternalisme en insistant sur les prétendus «sacrifices» qu'elle faisait pour accueillir des chômeurs. Drôles de sacrifices quand tout est à la charge des chômeurs !

Comme le font remarquer les jeunes chômeurs : «En nous refusant le droit au travail on nous refuse de fonder un foyer, d'avoir des enfants, de vivre normalement.»

### CALOMNIES, INSULTES DE L'ADMINISTRATION

Mais peu à peu l'administration du CET a révélé son vrai visage de serviteur des

patrons : tout ce qui compte pour elle c'est de fournir des futurs travailleurs «matés» et dociles. Les conditions des collégiens au CET sont déjà très difficiles face à une administration fasciste et raciste, mais pour les chômeurs c'est pire encore : ce sont bien sûr les coups de la part de certains professeurs, les injures et aussi les insultes. Ils sont traités de «traîne-ville», «clodos» ; quand ils ripostent «on n'est pas des chiens», on leur répond «c'est tout comme» ! Ce sont aussi les calomnies pour diviser jeunes chômeurs et collégiens. Selon l'administration les chômeurs seraient des voyous, des fainéants qui ne veulent pas travailler. C'est là le refrain bien connu des bourgeois : le chômage c'est la

faute des chômeurs, et pas celle de ceux qui les mettent au chômage.

Récemment le directeur a convoqué les chômeurs dans son bureau pour les traiter de «déchets de l'humanité» et leur dire que «quand on tire le vin il reste la lie, la lie c'est eux». Il a menacé deux d'entre eux d'exclusion.

Mais face à ces insultes et aux menaces les jeunes chômeurs ne se sont pas laissés démonter. Les menaces ne les impressionnent pas, et leur colère monte. Ils pensent qu'ils ont droit à un travail et à un salaire décent, et ne veulent plus se laisser marcher sur les pieds. Ils disent «non au chômage, du travail pour tous !».

Des jeunes chômeurs  
et un lecteur d'HR.



Élèves dans un CET.

## Accidents du travail

### Suite à de graves brûlures, UN PEINTRE MEURT

Le 29 décembre 1975, un peintre est gravement brûlé par suite de la rupture d'une vanne lors des essais de mise en pression des canalisations d'un navire destiné aux transports d'acides.

Il est décédé dans la nuit des suites de ses brûlures. Certains disent : c'est la fatalité ! Pour d'autres, c'est un concours de circonstances. Non ! Une nouvelle fois la recherche du profit maximum a fait une victime. La vanne à l'origine de l'accident était en fonte ; elle aurait dû être en acier.

Sur la canalisation, aucun des dispositifs nécessaires pour absorber la dilatation des conduits n'avait été monté. Des vibrations anormales du tuyautage avaient été remarquées, rien n'a été entrepris pour y remédier ; de même qu'aucune mesure pour assurer la sécurité des travailleurs.

Devant cet «accident» les travailleurs ont manifesté leur mécontentement en débrayant massivement à deux reprises : en apprenant la mort de leur camarade et le jour de son enterrement. Pour marquer leur solidarité les travailleurs ont effectué une collecte de près de 4 000 F pour la famille du défunt.

Actuellement des enquêtes sont menées par le par-

quet de Nantes, la commission d'hygiène et de sécurité, et par les syndicats.

Mais seules la vigilance et la mobilisation des travailleurs permettront de condamner la direction responsable de ce crime et de lui imposer de prendre des mesures permettant d'assurer une réelle sécurité des travailleurs.

14  
février  
1976



RASSEMBLEMENT  
NATIONAL  
OUVRIER

PARIS  
SALLES A ET B  
DE LA MUTUALITE  
DE 14 A 24 H

## AGRICULTURE

### Chirac devant les notables ruraux de la Corrèze :

## «Les paysans "non rentables" doivent disparaître»

Chirac devait déclarer à Tulle à la fin de la semaine dernière, lors de l'inauguration de la Chambre d'agriculture de Corrèze : «L'agriculture doit vivre en 1976 de sa propre rentabilité et non des aides directes.»

Autrement dit, les paysans pauvres dont les exploitations sont jugées non rentables pour l'économie capitaliste ne doivent pas s'attendre à des faveurs. Quoi de moins étonnant, et de bien nouveau là-dedans ?

Mais voyons la situation des petits paysans.

Par la stagnation des prix de vente à la production, et la hausse des produits industriels nécessaires à l'agriculture, le revenu des petits paysans aura encore baissé l'an passé (l'INSEE indiquait récemment qu'en moyenne pour tous les agriculteurs le revenu aura baissé de 4 % en 1975 et de 15 % en 1974).

Le mécontentement est croissant parmi la paysannerie travailleuse, d'autant qu'il est vraisemblable que le «miracle économique»

promis pour enrayer la crise ne se produira pas.

Les paysans n'attendent donc pas d'amélioration de leur situation de la fixation des prix à Bruxelles (plus 6 % prévu) ou des promesses de Chirac qui demande une augmentation de 10 % des prix de référence européens.

Les paysans sont de plus en plus résolus à arracher, secteur de production par secteur, des prix de vente leur permettant de vivre, ainsi que la suppression des

avantages (primes, etc.) distribués à titre de miettes aux plus riches.

Ainsi à la fin de la semaine dernière de multiples manifestations paysannes ont eu lieu dans de nombreux départements, en plus de celles organisées par les viticulteurs du Midi.

Vendredi dernier, des jeunes paysans de la plaine vosgienne ont organisé avec le CDJA (Centre départemental des jeunes agriculteurs) des manifestations pour protester contre le prix actuel trop bas du lait.

Dans l'Yonne le même jour, plusieurs milliers de paysans de la Seine-et-Marne et du Loiret ont protesté contre la baisse du revenu agricole. Cette manifestation était organisée par

les FDSEA des deux départements.

Évidemment, si ces manifestations ont exprimé notamment cette «colère» des campagnes, il ne faut toutefois pas se faire d'illusions sur les buts inavoués de ceux qui les avaient organisées sous la pression de la masse.

La raison cachée, mais que tout le monde connaît car elle se reproduit chaque année, est la proximité des élections aux chambres d'agriculture où sont représentés les syndicats. Il est sûr que face à la «concurrence» du MODEF lui aussi très actif en ce moment (et pour les mêmes raisons), les dirigeants corrompus par les monopoles de ces syndicats ont tout intérêt à montrer jusqu'en février qu'ils «pas-

seront des paroles aux actions».

Mais on connaît leurs actions dans lesquelles ils essaient d'entraîner ensemble du paysan pauvre au paysan riche sous la direction de ces derniers. Il s'agit de protester devant la sous-préfecture ou la préfecture du département et d'y déposer une «motion» à l'intention du gouvernement.

C'est d'ailleurs le même type d'«actions» et les mêmes mots d'ordre revendicatifs que propose le MODEF, mots d'ordre d'augmentation des prix en pourcentage, qui accroissent les différences, c'est-à-dire les différentes primes de productivité qui avantagent de façon artificielle les «gros» (primes payées par les monopoles

pour faire disparaître les petits).

On comprend mieux la petite phrase de Chirac sur la «rentabilité». On comprend mieux également sur quelle couche les dirigeants des syndicats officiels et du MODEF entendent s'appuyer.

Les petits paysans, ceux dont les difficultés financières remettent en cause leur travail à la terre, n'ont aucun intérêt à suivre les dirigeants vendus de ces syndicats.

Leur intérêt est dans la lutte directe contre ceux qui les exploitent : industriels, négociants et banquiers, tout en dénonçant les paysans riches qui vivent des miettes que les premiers retirent de l'exploitation des petits.

# UN COMBAT DE CLASSE 25 MILLIONS POUR LE 15 JANVIER !

COMMENT SOUSCRIRE POUR QUE LE QUOTIDIEN REMBOURSE SES DETTES

SOIT PAR CHEQUE BANCAIRE, INTITULÉ «HUMANITÉ ROUGE», ADRESSÉ A LA BP 61 - 75861 PARIS CEDEX 18.

SOIT PAR VIREMENT POSTAL INTITULÉ «HUMANITÉ ROUGE» (AU DOS METTRE : «POUR LA SOUSCRIPTION»), ADRESSÉ ÉGALEMENT A LA BP 61 - 75861 PARIS CEDEX 18.

SOIT EN TIMBRES-POSTES (0,60 F DE PRÉFÉRENCE).

SOIT ENCORE EN SOUSCRIVANT PRES DE NOS MILITANTS QUI VOUS FOURNIRONT CARTES POSTALES DE SOUTIEN OU CALENDRIER 1976.

Total précédent . . . 60 909,97 F	Pour la souscript. . . . 575,00 F	CDHR J. Staline C. . . 120,00 F	Lect. de Montrouge . . 200,00 F
CDHR Haplot . . . . . 500,00 F	A l'occasion de notre mariage, pour gagner cette nouv. bataille des 25 M. - IF . . . . . 200,00 F	CDHR Province . . . . 19,75 F	Pour les 25 M. - A et C.500,00 F
Cercle JCMLF . . . . . 190,00 F	CDHR Province JA . . 200,00 F	Des cam. de l'Est . . 1 000,00 F	CDHR Victoire . . . . 500,00 F
Sur sousc. c. post. . . 6 821,00 F	Un postier rouge . . . 50,00 F	De la part d'un partisan de la dictat. du prol. . 500,00 F	CDHR Aurore . . . . . 750,00 F
Anonyme en timbres . . 12,00 F	Pour les «étrennes» du quotidien . . . . . 100,00 F	Pour le quot. BB . . . 600,00 F	CDHR A. Marty . . . . 815,00 F
Suppl. à abt FP . . . . . 5,00 F		CDHR P. Sémard . . . 1 200,00 F	CDHR F. Yveton . . . 3 020,00 F
Un sympath. à Librair. . 50,00 F		Anonyme en timbres . . 72,00 F	CDHR Ostrovski . . . 110,00 F
CDHR M. Gorki . . . . 1 100,00 F		Anonyme en timbres . . 60,00 F	Un ml marocain . . . . 50,00 F
CDHR Province . . . . 1 168,00 F			Total le 12.1.75 . . . 81 962,72 F

## RENNES MEETING REGIONAL DE L'HUMANITE ROUGE

DIMANCHE 18 JANVIER  
A PARTIR DE 15 HEURES,  
SALLE DES LICES  
ET DES 10 HEURES DU MATIN

- possibilité de discuter avec des représentants de notre journal ;
- exposition sur les luttes de la région sur la situation en France et dans le monde ;
- projection d'un film sur la grève récente à «Mammoth» ;
- ainsi que du film de l'intervention des communistes (marxistes-léninistes) à la télévision ;
- possibilité de prendre sur place son repas du midi.

### COLLECTION MARXISME-LÉNINISME AU COMBAT

- Sur l'unité des marxistes-léninistes, par Ernst Aust . . . . . 4,50 F

E - 100  
24, rue Philippe-de-Girard  
75010 Paris

UN LIVRE A LIRE SUR PECHINEY UGINE KUHLMANN

## «UNE MULTINATIONALE FRANCAISE:PUK»

La bibliographie sur l'histoire et les luttes du mouvement ouvrier s'enrichit tous les jours d'ouvrages de sources et de natures différentes, brochures militantes, monographies du CNRS, études diverses. La liste est longue. Leur lecture présente toujours un intérêt, même lorsque leurs auteurs ne sont pas acquis aux idées révolutionnaires. Une lutte se prépare : dans cette préparation, la connaissance des expériences, mais aussi des méthodes d'analyse, des conclusions tirées revêt une importance certaine. Mais on ne peut tout lire. Par ailleurs, certains titres peuvent être alléchants, suivis d'une lecture décevante. C'est pourquoi nous ouvrons une nouvelle rubrique dans nos pages sur la France des luttes. Il va sans dire que nous ne pouvons, nous non plus, tout lire. Nous comptons donc sur la collaboration de nos lecteurs. Qu'ils nous signalent les ouvrages intéressants. Mieux : qu'ils accompagnent leurs informations d'une fiche de lecture: Nous nous efforcerons de leur donner dans les colonnes de notre quotidien la place qui leur revient.

Péchiney Ugine Kuhlmann : une entreprise implantée sur les cinq continents, avec plus de 100.000 travailleurs, qui possède le monopole de la production d'aluminium en France, et celui de la transformation du cuivre ; qui respecte la nature en rejetant 3 500 tonnes de déchets fluorés par an (mais qui se lance dans la lutte antipollution !); soumise à la loi, mais qui ne paie guère plus d'impôts que les sociétés pétrolières ; qui ne fait pas de politique, mais choisit de s'installer en Grèce, en Espagne ou en Corée du Sud ! ; qui se dit à la pointe du progrès social, mais qui généralise le travail continu, jour et nuit, et qui est secourue par des centaines de grèves !

D'où l'intérêt de l'ouvrage cité qui n'a d'équivalent, à notre connaissance, que celui que consacrait en 1948 G. Claude à Paris. Intérêt non seulement dû à l'importance du sujet, mais aussi aux analyses pré-

sentées par les auteurs. En particulier, parmi d'autres, deux paragraphes retiennent l'attention : celui consacré à l'emprise des banques et celui traitant de la restructuration de l'industrie française.

### L'EMPRISE DES BANQUES

«Un groupe c'est bien plus qu'un lieu de relations commerciales et de collaboration privilégiées : c'est le lieu de fusion du capital bancaire et du capital industriel, le lieu de transfert du pouvoir du capital industriel au capital financier. (...) Une des manifestations en est l'accroissement du nombre des holdings au cours des années 60 et l'adoption de la forme holding pour la plupart des grands groupes industriels : Rhône-Poulenc, CGE, Michelin et bien d'autres» (p. 65).

Il aurait d'ailleurs été intéressant de souligner que cette multiplication des filiales remplit un autre rôle :

celui de diviser la masse des travailleurs, de casser les organisations qu'ils se donnent, de leur ôter tout moyen de contrôler, si peu que ce soit, la marche de la société. Nous consacrerons une série d'articles à cette arme du patronat.

### LA RESTRUCTURATION

«Les "concessions" d'hier se révèlent sources de fructueuses affaires : les nationalisations de la SNCF, d'EDF et des Charbonnages débarrassent le secteur privé de charges sans rentabilité immédiate, lui assurent transport et énergie aux meilleures conditions, et lui ouvrent la voie de nouvelles opportunités ; (...) le crédit nationalisé, lorsque le capital privé en contrôle l'utilisation, devient pour lui un exceptionnel pouvoir de financement. Et surtout, les hommes au pouvoir lui ouvrent de nouvelles voies : urbanisation, construction d'autoroutes et spéculation



légende de la carte :  
IMPLANTATION DE PUK EN FRANCE  
A Acier et titane  
Al Aluminium  
Chimie  
M Mines  
E Electro-metallurgie  
N Nucléaire et techniques nouvelles  
P Produits spéciaux  
Cu Transformation du cuivre

foncière, choix nucléaires et ventes d'armements, (re)privatisation des secteurs les plus rentables, interpénétration des activités "publiques" et "privées", etc.

Tout ceci accompagné de nombreux tableaux chiffrés, de schémas qui aident le lecteur à s'y retrouver dans le fouillis incroyable des imbrications et des liaisons financières. C'est pourquoi, à cet égard, le livre est plus qu'une étude économique : il peut, pour les travailleurs de PUK, être un outil dans leur lutte, pour ceux d'autres groupes tentaculaires du même type, un guide pour atteindre une meilleure connaissance de la structure capitaliste et, partant, par la recherche des contacts avec les travailleurs

des autres sociétés, pour construire une solidarité plus efficace dans la lutte.

Il est d'ailleurs dommage que les auteurs n'aient pas mieux développé ces perspectives. Sans doute ont-ils pensé que cela relevait d'autres responsabilités que des leurs. Encore ont-ils le mérite de conclure qu'«il faudra des années, des décennies, des générations de luttes politiques, économiques, idéologiques» après avoir placé en exergue de leur dernier chapitre une citation du président Mao : «Oser lutter, savoir lutter, lutter».

(1) - de M. Beaud, P. Danjou et J. David, aux Editions du Seuil, collection «Economie et Société» - 32 F.



### LE CALENDRIER DE NOUVEAU DISPONIBLE DÉBUT JANVIER

Passez vos commandes à notre adresse postale :  
B.P. 61  
75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 La Source

### TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert
1 mois . . . . .	32 F
3 mois . . . . .	95 F
6 mois . . . . .	190 F
Soutien . . . . .	300 F
	Pli fermé
1 mois . . . . .	60 F
3 mois . . . . .	180 F
6 mois . . . . .	360 F
Soutien . . . . .	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE No 3022672 La Source.



## Communiqué :

## UNE CHORALE, DES CHANTS AU SERVICE DE LA CLASSE OUVRIERE

L'idée circule depuis quelque temps et nous sommes plusieurs décidés à la faire devenir réalité.

Nous voulons chanter et utiliser le chant pour soutenir les idées progressistes et révolutionnaires qui sont les nôtres, nous voulons utiliser les traditions populaires révolutionnaires au service du combat d'aujourd'hui : lutte classe contre classe contre la

bourgeoisie et le révisionnisme, contre l'impérialisme et l'hégémonie des superpuissances, pour l'indépendance

nationale et la révolution prolétarienne.

Nous voulons également contribuer à enrichir nos luttes par les nouvelles créations qui en sont issues dans le domaine de la musique et de la chanson, contributions pour une nouvelle culture prolétarienne.

Par le chant nous pouvons faire revivre l'histoire du mouvement ouvrier et communiste, faire connaître et soutenir les luttes de libération nationale des peuples du tiers-monde, découvrir la nouvelle culture socialiste (Chine, Albanie) et être au cœur des luttes actuelles de la classe ouvrière, de la jeunesse, des femmes, des immigrés, suivant une juste conception prolétarienne du monde, en partant du peuple pour s'adresser au peuple.

Concrètement, nous pensons qu'il est possible de faire quelque chose tout de suite pour le 14 février, journée du Rassemblement national ouvrier organisé par l'Humanité-Rouge.

Commençons modestement. En préparant 3, 4 ou 5 chansons révolutionnaires, actuelles ou anciennes, le plus important est de se lancer dans cette «lutte».

Nous proposons à tous les lecteurs de l'Humanité rouge, aux militants révolutionnaires intéressés, de se faire connaître au plus vite en écrivant à : L'Humanité rouge, «Front culturel», BP

75861» Paris Cedex 18 qui transmettra. Nous pourrions ainsi fixer une première réunion pour préciser et discuter ensemble nos objectifs pour le 14 février et commencer un travail pratique de répétitions.

Spécialistes ou amateurs dans ce domaine, faites nous connaître vos idées, récoltez partout carnets de chants, partitions, disques, bandes enregistrées de musiques et de chansons de luttes ou révolutionnaires. Apportez, rassemblez des instruments de musique (percussions, vents, cordes, bois, etc.) Répondez vite.

## Exposition :

ORGANISATION  
A BRUXELLES  
D'UNE EXPOSITION  
DE PHOTOS SUR  
LA CHINE

Une exposition de photos sur la Chine, organisée par la Régionale de Charleroi de l'Association Belgique-Chine, a été inaugurée le 3 janvier dans la salle de l'Hôtel de Ville de Charleroi, près de Charleroi.

L'exposition illustre les réalisations obtenues par le peuple chinois dans la révolution et l'édification socialiste, en particulier dans le domaine de l'éducation et de la santé publique, depuis la Révolution culturelle.

Ont assisté à la cérémonie d'inauguration le bourgmestre de la ville, des fonctionnaires de l'administration municipale, ainsi que le secrétaire général de l'Association Belgique-Chine. Le premier secrétaire de l'Ambassade de Chine en Belgique était également présent.



## Médecine :

EN CHINE, SUCCES D'UNE OPERATION  
A COEUR OUVERT

Les cardiologues de l'hôpital populaire provincial du Kouangtong ont réussi dernièrement une opération de «pontage» (une méthode de greffe vasculaire) sur un malade souffrant d'affections coronariennes.

L'opération, considérée dans le monde médical comme étant complexe consiste

à placer parallèlement au vaisseau oblitéré, un morceau de veine prélevé sur la jambe du patient et dont on abouche une extrémité dans l'aorte et l'autre dans l'artère malade, au-dessous de l'obstruction. Ainsi, la circulation du sang peut reprendre normalement par ce greffon. Pour assurer la réussite

de l'opération, on a effectué de nombreux travaux expérimentaux sur les animaux, et ensuite, on a établi un plan d'opération pour le cardiaque.

Actuellement, le malade, Tchong Wen, ouvrier du bâ-

timent, est déjà rétabli. Il peut monter à pied 3 étages sans la moindre difficulté.

L'opération a été pratiquée par le service cardiovasculaire de l'hôpital, composé de 90 cardiologues

venus d'autres hôpitaux. Celui-ci fut créé cette année sur instruction du bureau provincial de la santé publique du Kouangtong pour renforcer la recherche et le traitement des maladies du cœur.

## Théâtre :

NOUVELLE CREATION  
DU THEATRE ARABE  
DANS L'IMMIGRATIONFAIS PAS  
LE GUIGNOL, J'HA

Le Groupe de théâtre arabe dans l'immigration (TAI) se présente lui-même.

«Il était une fois un désert qu'on appelait la France et des nomades qu'on appelait les z'immigrés. Un jour les nomades décidèrent qu'on ne les ferait plus marcher.

Alors ils plantèrent un arbre et l'appelèrent "Groupe de théâtre arabe dans l'immigration". Un drôle de nom peut-être, mais l'arbre arrêta le désert. Il écrivit "Kacem asez" sur sa première feuille (poussée en mars-octobre 73) et le "meddah" sur sa seconde qui fleurit au printemps 75. C'était écrit de droite à gauche parce que l'arbre plongeait ses racines dans la culture arabe.

«Plus tard l'arbre regarda au-dessus de lui et vit que le

ciel était français. Alors il se transforma en amandier et la maison des Amandiers lui offrit pas mal de chaleur ainsi que quelques planches pour monter dessus "Fais pas l'guignol, j'ha" ou (en arabe) "fais pas l'j'ha, guignol".

«C'est une pièce de théâtre qui s'écrit dans tous les sens, justement parce qu'elle en a au moins deux : "Guignol" c'est ce genre d'immigré français en Tunisie qu'on appelle "coopérant" et "j'ha" c'est ce genre de coopérant tunisien en France qu'on appelle "immigré". Le premier parle l'arabe des coopérants et le second le français des immigrés. Ainsi, dans cette pièce conçue collectivement par des Tunisiens, un Egyptien et un "ra-

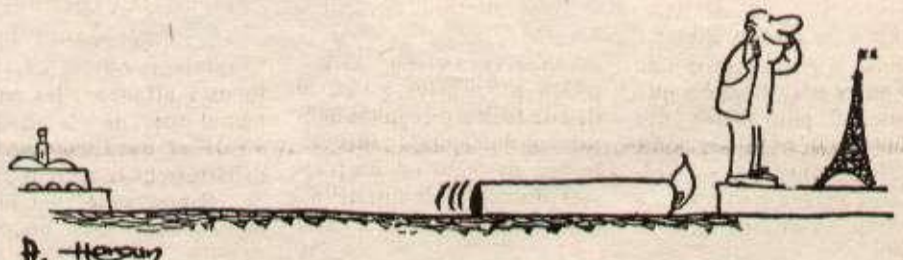
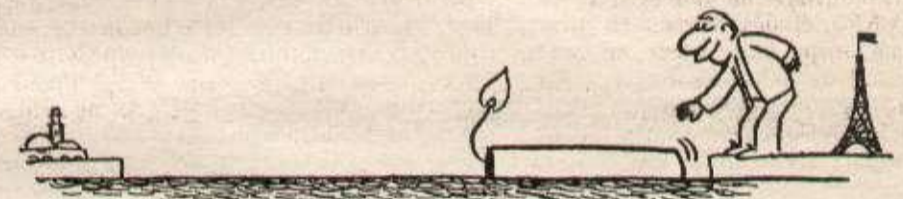
ton"... français, le langage est la traduction simultanée d'une double réalité.

«Mais J'ha et Guignol ne sont pas un immigré et un coopérant habituels : ils révent le réel, rient les larmes, finissent par se croire les maîtres d'une politique de l'émigration et de la coopération dont ils sont les esclaves. Ce sont les marionnettes d'un système qui tient les fils...

«... Au public de les couper et... à vous de trancher.»

Jusqu'au 8 février 1976. Tous les vendredis et samedis à 20 h 30 et les dimanches à 15 h 30.

Maison des Amandiers : 110, rue des Amandiers, Paris 20<sup>e</sup> - métro Ménilmontant.



Après l'arrestation d'agents des services spéciaux français,  
L'OPERATION DES NEO-COLONIALISTES FRANCAIS  
vue par le journal algérien «El Moudjahid»

# CHOU EN-LAI

## FONDATEUR DE L'ARMÉE ROUGE DES OUVRIERS ET DES PAYSANS DE CHINE

La fondation de « l'Armée rouge des ouvriers et des paysans de Chine », lors de l'insurrection de Nantchang, le 1er août 1927, n'est pas le moindre des mérites historiques de Chou En-lai.

Après la période de coopération entre le Parti communiste chinois, alors dirigé par l'opportuniste professeur Chen Tou-sieou, et le Kuomintang, le bandit et criminel Tchang Kai-chek, s'appuyant sur la fraction de droite de ce parti et sur des seigneurs de guerre, trahit ses alliés le 12 avril 1927.

Brusquement, il déclencha à Changhaï une répression anticommuniste effroyable, qu'il étendit ensuite à d'autres villes et notamment à Wuhan. Il fit alors assassiner des milliers et des milliers de communistes, puis se retira à Nankin.

Mais le 1er août 1927, passant outre à la politique archi-opportuniste de Chen Tou-sieou, plusieurs officiers communistes se révoltèrent et s'emparèrent de la capitale de la province du Kiangsi, Nantchang. Chou En-lai assura la direction et l'organisation militaires de l'insurrection. Il fut alors appuyé par Yeh Ting, commandant de la 24<sup>e</sup> division, et Ho Lung, commandant la 20<sup>e</sup> armée. Le chef de bureau de la Sécurité publique n'était autre que Chu Teh. Ils réalisèrent leur unification militaire, écrasèrent les unités favorables à Tchang Kai-chek, lancèrent les mots d'ordre « *Abas l'impérialisme* », « *Réforme agraire !* », « *Droits des ouvriers et des paysans !* ». Puis du 3 au 5 août, appliquant la juste tactique de Mao Tsé-toung, ils se retirèrent de Nantchang que les troupes de Tchang attaquaient.

Depuis lors, la date du 1er août 1927 est célébrée comme celle de la fondation de l'Armée révolutionnaire chinoise qui prit en 1946 le nom « *d'Armée populaire de libération* ».

Peu après, les troupes venues de Nantchang firent leur jonction avec celles dirigées par Mao Tsé-toung, à l'occasion de « *l'insurrection de la moisson d'automne* », dans laquelle ce dernier entraîna des paysans et des mineurs à la frontière du Kiangsi et du Hounan, avant de les conduire jusque dans la première zone libérée dans les monts Chingkiang.

Ces événements font aujourd'hui l'objet de deux importants musées de la ville de Nantchang : celui concernant l'insurrection du 1er août 1927 est installé dans l'immeuble qui fut occupé à l'époque par le quartier général révolutionnaire dirigé par Chou En-lai. Celui concernant les activités du président Mao chez les mineurs d'Anyuan est situé dans le centre de la ville. Dans sa plus vaste salle sont accrochés 4 tableaux immenses consacrés à la Commune de Paris, à l'assaut du Palais d'hiver à Pétrograd en octobre 1917, à l'insurrection de Nantchang (on y distingue parfaitement Chou En-lai) et à la proclamation de la République populaire de Chine par Mao Tsé-toung à Tien An-men le 1er octobre 1949.

On discerne ainsi le caractère indissociable qui unit d'une part la Révolution chinoise à la Commune de Paris et à la Révolution d'Octobre, et d'autre part Chou En-lai, fondateur de l'Armée rouge des ouvriers et des paysans de Chine, à Mao Tsé-toung, dirigeant de l'insurrection de la moisson d'automne, réalisée par des paysans et des mineurs.



Après 1925, Chou En-lai renonça pour toujours au costume occidental qu'il porte encore sur cette photo de jeunesse.



Mao Tsé-toung dirige les troupes de l'insurrection de la moisson d'automne dans leur marche vers les monts Tsinkiang.



C'est de cet immeuble que Chou En-lai dirigea les opérations.